



FORTUNE & FAMILLE

LA REVUE MENSUELLE

CAP SUR L'ASIE DE L'EST

Cher lecteur,

C'est une région du monde assez méconnue dans nos hémisphères.

Trop longtemps perçue comme l'usine du monde ou une destination touristique exotique, elle s'impose aujourd'hui comme une puissance innovante portée par une croissance fulgurante.

Depuis 20 ans, cette région connaît une transformation exceptionnelle : un essor démographique, une industrie qui rivalise avec les géants occidentaux, et des révolutions technologiques dans tous les secteurs.

En 2024, l'Asie de l'Est représentait 36 % du PIB mondial (FMI), un chiffre qui pourrait atteindre 40 % d'ici 2030 selon les projections de la Banque asiatique de développement.

Des néons de Tokyo aux usines futuristes de Shenzhen, cap sur la nouvelle *terra incognita* !

ÉDITION N° 14

JUIN 2025



SOMMAIRE

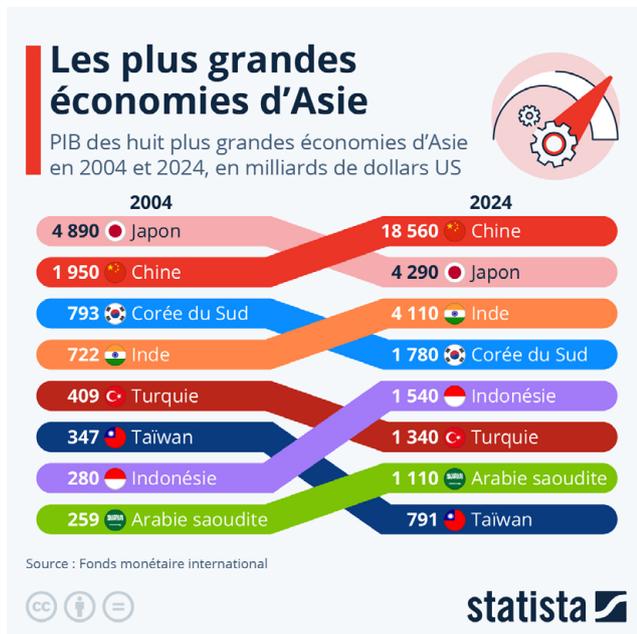
- 02 Les nouvelles 30 glorieuses
- 03 Un besoin crucial d'infrastructures pour soutenir l'expansion
- 05 La nouvelle *terra incognita*
- 05 Un marché longtemps verrouillé pour les particuliers
- 07 Les meilleures monnaies pour miser sur les économies d'Asie de l'Est
- 09 Un marché obligataire sous-exploité
- 10 Les ETF : un moyen simple et diversifié pour investir en bourse sur l'Asie
- 12 Questions des lecteurs
- 13 Analyse Fortune & Famille

LES NOUVELLES 30 GLORIEUSES

Un simple coup d'œil aux courbes de croissance mondiale des deux dernières décennies suffit pour saisir l'ampleur du phénomène : **l'Asie de l'Est a changé de dimension.**

Jadis perçue comme une usine à bas coût au service des économies occidentales, la région s'est métamorphosée en un titan économique.

Depuis la crise asiatique de 1997-1998 l'Asie de l'Est a au contraire accéléré, entamant une ascension d'une rapidité et d'une échelle sans précédent dans l'histoire contemporaine.



La Chine et les pays émergents d'Asie continuent leur progression et pourraient représenter environ 58 % de la croissance mondiale d'ici 2050

L'essor économique de l'Asie de l'Est est impressionnant par son intensité.

La Chine, par exemple, a multiplié son PIB par 10 en vingt ans, passant d'une économie émergente à la deuxième puissance mondiale, avec un PIB nominal de 18,3 trillions USD en 2023 (FMI).

Singapour, petite cité-État de 6 millions d'habitants, affiche un PIB par habitant de 82 794 USD, dépassant la plupart des nations occidentales.

L'Indonésie et le Vietnam, avec des croissances annuelles de 6 à 7 %, incarnent le dynamisme des marchés émergents, tandis que la Corée du Sud, malgré une démographie en déclin, a doublé son PIB depuis 2000.

Ces performances contrastent avec l'Europe occidentale, où les taux de croissance peinent à franchir les 2 %, freinés par des dettes publiques élevées.

Cette vitalité asiatique repose sur des fondamentaux solides : une population encore jeune dans de nombreux pays, une urbanisation massive (60 % de la population asiatique vit désormais en ville contre 40 % en 2000) et des investissements colossaux dans les infrastructures.

Loin de se limiter à la production de masse, l'Asie de l'Est est devenue un épice de l'innovation mondiale. Le cliché d'une région copiant l'Occident est obsolète.

En Corée du Sud, confrontée à l'une des plus faibles natalités au monde, 10 % de la main-d'œuvre est désormais robotisée, transformant le pays en un laboratoire de l'automatisation.

En Chine, des autoroutes de plus de 100 km, construites par des machines pilotées par intelligence artificielle.

Taïwan, avec TSMC, produit 60 % des semi-conducteurs mondiaux, un composant essentiel pour les smartphones, les voitures électriques et les satellites.

Des entreprises comme Tencent et Alibaba



La Chine a terminé la construction d'une autoroute de 158 km entièrement bâtie sans intervention humaine directe. Ce chantier, orchestré de bout en bout par des machines autonomes, constitue une première mondiale.

rivalisent désormais avec Google ou Amazon, dans les services numériques, de la finance mobile au commerce en ligne.

Cette vague d'innovation positionne l'Asie comme le futur centre de gravité technologique, attirant des milliards en investissements étrangers.

Contrairement à l'Europe, où des dettes publiques écrasantes fragilisent les économies, la plupart des pays asiatiques (hormis le Japon, avec une dette à 250 % du PIB) affichent des finances publiques maîtrisées, souvent sous les 60 % du PIB.

UN BESOIN CRUCIAL D'INFRASTRUCTURES POUR SOUTENIR L'EXPANSION

La croissance fulgurante de l'Asie de l'Est, avec ses 2,3 milliards d'habitants, génère une demande pressante d'infrastructures modernes pour accompagner son essor économique.

Alors que 60 % de la population vit désormais en zone urbaine, contre 40 % en 2000, des métropoles comme Shanghai, Jakarta et Bangkok s'étendent à un rythme effréné, mettant à rude épreuve les routes, ports, aéroports et réseaux électriques existants.

L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) estime les besoins en infrastructures à 3 000 milliards USD d'ici 2030, un chiffre qui illustre l'ampleur du défi.

La Chine mène la charge avec des projets titanesques : en 2023, elle a ajouté 8 000 km de lignes à grande vitesse, portant son réseau à 45 000 km, plus que le reste du monde réuni.



Ce réseau constitue plus de 87 % du total des lignes ferroviaires à grande vitesse du monde en service commercial soit, le plus long du monde mais aussi, le plus utilisé avec 1,713 milliard de voyages effectués en 2017.

Le Vietnam agrandit ses aéroports, dont celui de Long Thanh, prévu pour 2026 avec une capacité de 100 millions de passagers par



Tokyo, Japon. Par Janko Ferlic

an, afin de capter le tourisme et le commerce en plein boom.

Les besoins énergétiques sont tout aussi criants.

La consommation d'énergie de la région a crû de 4,2 % par an entre 2015 et 2023, portée par une classe moyenne chinoise passée de 100 millions en 2000 à 400 millions aujourd'hui.

La Chine, qui produit 70 % des panneaux solaires mondiaux, a ajouté 216 gigawatts de capacité solaire en 2023.

Le Japon, visant 108 gigawatts solaires d'ici 2030, accélère sa transition vers les renouvelables.

Les réseaux électriques vieillissants, comme en Thaïlande, où les pannes coûtent 1,5 milliard

USD par an, nécessitent des modernisations urgentes pour alimenter usines et centres urbains.

Les infrastructures numériques sont un autre enjeu majeur.

La Chine et la Corée du Sud dominent la 5G, avec 2,7 millions de stations de base chinoises en 2023, couvrant 98 % des zones urbaines.

L'économie numérique de l'Asie du Sud-Est, évaluée à 218 milliards USD en 2023, dépend de centres de données et de câbles sous-marins pour soutenir des géants de l'e-commerce comme Shopee.

L'Indonésie prévoit 25 nouveaux centres de données d'ici 2027 pour répondre aux besoins de ses 150 millions d'acheteurs en ligne.



Shopee, Lazada ou Tokopedia, de nombreuses entreprises inconnues dans nos contrées se sont développées en s'inspirant des mastodontes américains.

LA NOUVELLE TERRA INCOGNITA

Pourtant malgré le dynamisme économique et son rôle croissant sur la scène mondiale, la région reste largement sous-estimée et méconnue en Europe pour plusieurs raisons.

Les médias ont tendance à adopter une vision eurocentrée et américano-centrée de l'économie mondiale, en raison de leur influence historique et de leurs marchés financiers.

Les nouvelles en provenance d'Asie de l'Est, lorsqu'elles sont rapportées, sont souvent anecdotiques ou limitées à des événements majeurs, comme les tensions géopolitiques ou les catastrophes naturelles...

Par exemple, des innovations technologiques marquantes passent largement inaperçues dans la presse européenne, malgré leur portée

révolutionnaire.

Ensuite, les différences culturelles et historiques jouent un rôle clé.

L'Asie de l'Est, avec ses traditions, ses langues et ses modèles économiques distincts, peut sembler éloignée et complexe pour les Européens.

Cette distance culturelle freine l'intérêt et la compréhension des dynamiques asiatiques.

Un autre facteur est la perception erronée de l'Asie comme une région principalement axée sur la production à "faible valeur ajoutée".

Pendant des décennies, l'Asie de l'Est a été vue comme « l'usine du monde », un cliché qui occulte son évolution vers des secteurs de pointe comme les semi-conducteurs, l'aérospatial et l'intelligence artificielle.

Enfin, les barrières économiques et politiques ont historiquement limité l'accès des investisseurs européens aux marchés asiatiques.

UN MARCHÉ LONGTEMPS VERROUILLÉ POUR LES PARTICULIERS

Pendant des décennies, l'Asie de l'Est était aussi peu accessible aux investisseurs individuels européens.

Les moyens de se positionner étaient relativement réservés à une élite d'institutionnels (fonds de pension, grandes banques et fonds d'investissement).

Des restrictions réglementaires, des barrières économiques et un manque cruel de produits financiers adaptés ont maintenu cette région dynamique dans l'ombre des portefeuilles européens.

Historiquement, les marchés asiatiques étaient cadenassés par des politiques

économiques strictes, conçues pour protéger le développement local et limiter l'influence étrangère.

La Chine, par exemple, imposait des barrières redoutables via des quotas comme le Qualified Foreign Institutional Investor (QFII), qui exigeaient des démarches administratives complexes pour accéder à ses bourses.

De leur côté, la Corée du Sud et Taïwan dressaient des remparts pour préserver leurs industries émergentes, rendant l'investissement direct dans leurs actions ou obligations quasi impossible pour les non-résidents.

L'absence d'instruments financiers accessibles aggravait cette exclusion.

Les produits offrant une exposition diversifiée à l'Asie étaient rarissimes jusqu'aux années 2000, et rares sont les banques à les proposer à leurs clients.

Les fonds d'investissement asiatiques, lorsqu'ils existaient, étaient l'apanage des institutionnels ou des family offices, avec des seuils d'entrée prohibitifs et des frais de gestion écrasants.

Investir dans des géants comme Tencent ou Alibaba ?

Cela impliquait de passer par des fonds spécialisés, souvent basés à Hong Kong ou Singapour, réservés à ceux disposant d'une expertise pointue et d'un portefeuille bien garni.

Les devises asiatiques, comme le yuan chinois (CNY) ou le baht thaïlandais (THB), représentaient un autre défi.

Pour les Européens, les acquérir passait par des bureaux de change aux marges exorbitantes ou des banques internationales peu coopératives.

À cela s'ajoutaient des complications juridiques : les divergences réglementaires entre l'Europe et l'Asie rendaient les transactions transfrontalières laborieuses.

Déclarer des comptes étrangers ou des plus-values en devises asiatiques relevait du parcours du combattant fiscal, décourageant même les investisseurs les plus motivés.

Mais l'horizon s'éclaircit.

Depuis les années 2010, la maturation des économies asiatiques et l'appétit croissant des investisseurs mondiaux ont fissuré ces barrières.

Des réformes, comme le programme Stock Connect (Shanghai-Hong Kong), ont facilité l'accès aux actions chinoises.

Les plateformes numériques telles que Revolut et Wise ont simplifié les conversions monétaires, rendant l'achat de devises rapide et abordable.

Surtout, l'apparition de nouveaux produits permet désormais une exposition diversifiée aux marchés asiatiques, sans exiger une expertise approfondie, via les monnaies, les obligations ou les entreprises.





LES MEILLEURES MONNAIES POUR MISER SUR LES ÉCONOMIES D'ASIE DE L'EST

Deux monnaies asiatiques se distinguent par leur stabilité et leur potentiel d'appréciation face à l'euro : le dollar singapourien (SGD) et le baht thaïlandais (THB).

Soutenues par des économies solides et des balances commerciales excédentaires, ces devises sont de bonnes options pour profiter de la croissance asiatique.

Le dollar singapourien (SGD), souvent

qualifié de « franc suisse d'Asie », est la référence en matière de stabilité.

Singapour adopte une stratégie similaire à la Suisse, attirant les capitaux étrangers et servant de hub régional, ce qui renforce la demande pour sa monnaie.

Depuis 2009, il s'est apprécié de 35 % face à l'euro.



Avec un PIB par habitant de 82 794 USD en 2023 (FMI), c'est une place financière majeure, portée par une économie de services et une financiarisation avancée.

Sa balance commerciale excédentaire, avec 628 milliards USD d'exportations en 2023, et ses réserves de change de 350 milliards USD garantissent la solidité de sa monnaie.

Accessible via des plateformes comme **Revolut** ou **Wise**, cette devise est idéale pour stocker des liquidités, offrant une protection contre la dévaluation de l'euro et une liquidité immédiate pour des transactions internationales.

Le baht thaïlandais

La Thaïlande, avec un PIB en croissance de 5 % par an, bénéficie d'un excédent commercial de 28 milliards USD en 2023, alimenté par un tourisme florissant (28 millions de visiteurs en 2023) et une industrie exportatrice dynamique, notamment dans l'automobile et l'électronique.

Ses réserves de change, s'élevant à 224 milliards USD, renforcent la stabilité du THB.

Le boom immobilier thaïlandais, avec des prix en hausse de 30 % depuis 2010, reflète la confiance dans cette économie.

Le baht, facilement accessible sur des plateformes numériques, est une devise liquide et attrayante pour diversifier ses avoirs.

Le yen japonais

Le yen a perdu environ 46 % face au dollar depuis 2012 et 43 % face à l'euro depuis 2013, le plaçant à un niveau extrêmement bas par rapport à sa parité de pouvoir d'achat, ce qui attire les investisseurs anticipant un

retour à la moyenne.

La crise obligataire japonaise, marquée par une hausse des rendements (2 à 4 %) due à l'explosion des coûts d'endettement, devrait accroître la demande de yens, car les investisseurs étrangers convertiront leurs devises pour acheter ces obligations.

De plus, la politique monétaire de la Banque du Japon, qui a maintenu des taux proches de zéro pour soutenir le "carry trade", devient intenable face à l'inflation importée causée par un yen faible, rendant les importations coûteuses et pesant sur le pouvoir d'achat.

Politiquement, une réévaluation du yen est probable pour atténuer ces pressions.

Bien que le yen ne soit pas une valeur refuge à long terme en raison de l'endettement élevé du Japon, cette configuration offre une opportunité spéculative avec des gains potentiels de 10 à 30 % à moyen terme, comme suggéré par des experts comme Charles Gave, pour ceux qui parient contre le consensus actuel d'un yen délaissé.



UN MARCHÉ OBLIGATAIRE SOUS-EXPLOITÉ

Avec des rendements faibles ces dernières années, les obligations ont perdu de leur attrait auprès des investisseurs, souvent éclipsées par des actifs plus dynamiques comme les actions ou les cryptomonnaies.

Pourtant, comme nous l'avons souligné dans l'émission Fortune et Famille, le marché obligataire asiatique offre des opportunités sous-exploitées, particulièrement pour les investisseurs prudents cherchant des revenus fixes et une stabilité relative.

Les obligations asiatiques, qu'il s'agisse de celles émises par les États ou par les entreprises, permettent de s'exposer à la croissance économique de la région tout en limitant les risques associés à la volatilité boursière.

Les obligations sont généralement divisées en deux catégories : les obligations d'État et les obligations d'entreprise.

Les premières, émises par des gouvernements, sont considérées comme plus sûres, tandis que les secondes, émises par des sociétés, offrent des rendements potentiellement plus élevés mais avec un risque accru.

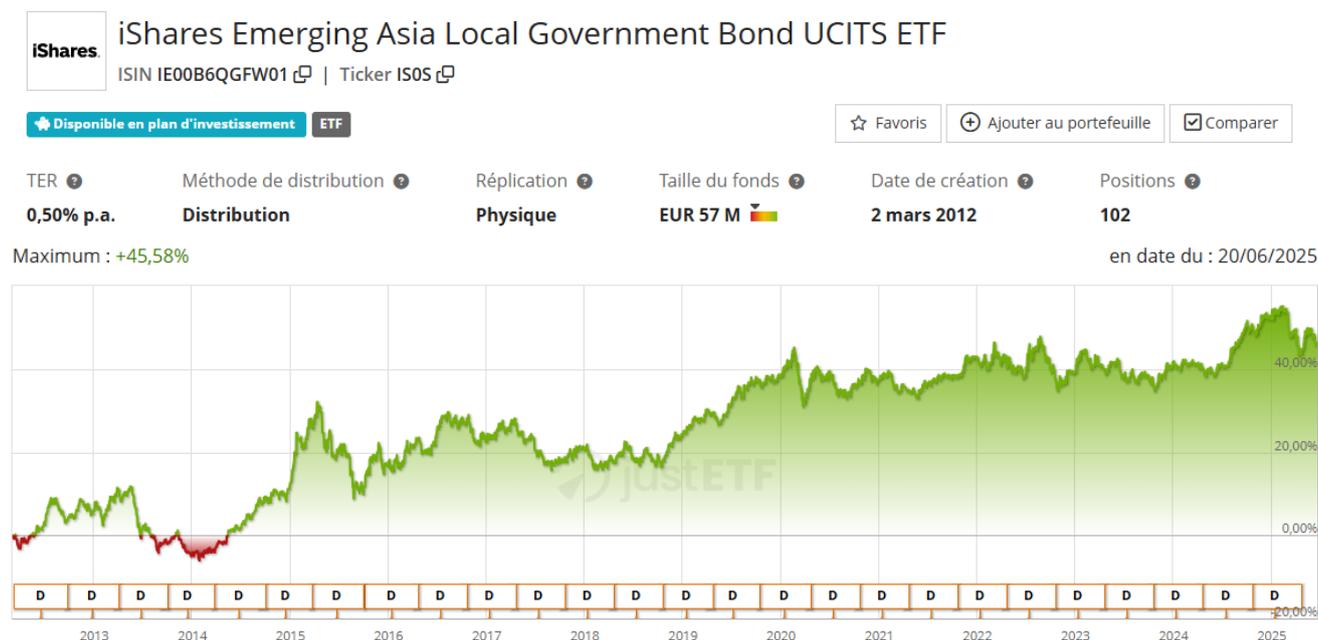
Pour s'exposer aux obligations d'État asiatiques, l'ETF iShares Emerging Asia Local Government Bond (CODE ISIN : IE00B6QGF01).

Cet ETF regroupe des obligations émises par plusieurs gouvernements asiatiques, avec des échéances et des monnaies variées, offrant une diversification intégrée.

Avec un encours d'environ 60 millions USD, ce fonds reste modeste mais stable, idéal pour les investisseurs cherchant un revenu fixe sans s'exposer aux fluctuations des marchés actions.

Cet ETF exclut le Japon, dont les obligations à taux zéro (0 à 0,5 %) sont peu attractives en raison de la politique monétaire désastreuse de Tokyo.

Les obligations d'État asiatiques, issues de pays comme Singapour, la Corée du Sud ou la Thaïlande, bénéficient d'une dette publique modérée (souvent sous 60 % du PIB) et d'une résilience économique, rendant ces actifs particulièrement sûrs.



Les obligations d'entreprise asiatiques, quant à elles, constituent une option pour ceux prêts à accepter un risque légèrement plus élevé en échange de rendements supérieurs.

Pour s'exposer aux obligations d'État asiatiques, l'ETF iShares USD Asia Investment Grade Corporate Bond UCITS ETF USD (Acc) (code ISIN : IE0007G78AC4, ticker : ASIG) qui se distingue pour les obligations d'entreprise.

Lancé le 8 novembre 2021, cet ETF cherche à répliquer l'indice iBoxx USD Asia ex-Japan Corporates Investment Grade ESG Screened, composé d'obligations d'entreprises asiatiques de qualité investment grade (notées BBB- ou plus), excluant le Japon en raison de son surendettement. Avec un encours de 192,89 millions USD au 16 juin 2025 et 160 millions EUR sous gestion, ce fonds reste jeune mais prometteur.

Il offre une exposition diversifiée à des entreprises asiatiques solides, comme Tencent

ou TSMC, dans des secteurs en croissance comme la technologie et les semi-conducteurs.

Avec 499 obligations dans son portefeuille, il réduit le risque spécifique à une seule entreprise.

Ensuite, libellé en dollars américains, il protège contre les fluctuations des devises asiatiques tout en limitant le risque de change pour les investisseurs européens.

Enfin, l'Asie connaît une demande croissante pour des financements obligataires, avec 1 700 milliards USD nécessaires par an jusqu'en 2030 pour les infrastructures, selon la Banque asiatique de développement.

Malgré son historique limité (moins de cinq ans), cet ETF est attractif pour les investisseurs prudents, car il combine stabilité, rendement modéré (3-4 % attendu) et faible corrélation avec les marchés occidentaux.



iShares USD Asia Investment Grade Corporate Bond UCITS ETF USD (Acc)
ISIN IE0007G78AC4 | Chatouilleur ASIG

Durable ETF

☆ Liste de surveillance ⊕ Ajouter au portefeuille ☑ Comparer

TER 0,20% p.a. Politique de distribution Accumulation Réplication Physique Taille du fonds EUR 161 m Date d'Inception 8 Novembre 2021 Holdings 466

LES ETF : UN MOYEN SIMPLE ET DIVERSIFIÉ POUR INVESTIR EN BOURSE SUR L'ASIE

Les ETF sont particulièrement adaptés pour investir dans une région comme l'Asie, où la diversité des économies – de la Chine à Singapour, en passant par la Corée du Sud et l'Indonésie – rend difficile le choix d'entreprises spécifiques.

Comme nous l'avons expliqué, les ETF permettent de s'exposer à une thématique régionale ou sectorielle, ici les marchés asiatiques, tout en répartissant les risques sur des dizaines, voire des centaines d'entreprises.

Pour les investisseurs disposant d'un Plan d'Épargne en Actions (PEA), nous avons recommandé l'ETF Amundi PEA Asie-Pacifique ex Japon UCITS ETF (code ISIN : FR0011869312, ticker : PAEJ).

Cet ETF, compatible avec le PEA grâce à un montage juridique domicilié en Europe, offre une exposition aux marchés asiatiques développés et émergents, hors Japon, pour éviter les incertitudes liées à la dette japonaise.

Avec des frais de gestion de 0,60 % par an, il est légèrement plus coûteux que d'autres options, mais reste attractif pour son accès simplifié et ses avantages fiscaux via le PEA.

Ce fonds inclut des leaders comme Tencent, TSMC et Alibaba, couvrant des secteurs en pleine expansion comme les semi-conducteurs et la technologie.

Une alternative pour le PEA, mentionnée dans l'émission, est l'ETF Amundi MSCI Asia Pacific ex Japan ESG Leaders Select UCITS ETF (ticker : PASI). Avec des frais de gestion plus bas à 0,30 % par an, cet ETF adopte une approche plus large, incluant les marchés émergents asiatiques avec une sélection basée sur des critères ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance).

Bien que nous ayons exprimé des réserves sur ces critères, souvent jugés arbitraires, cet ETF offre une exposition diversifiée à environ 5 % par entreprise, couvrant des secteurs variés comme la finance, la consommation et la technologie.

Il est idéal pour les investisseurs cherchant une solution globale et peu coûteuse, tout en restant dans le cadre fiscal avantageux du PEA.

Pour ceux qui investissent via un compte-titres ordinaire (CTO), l'ETF iShares MSCI All Country Asia ex Japan ETF (code ISIN : US4642881829, ticker : AAXJ).



Coté aux États-Unis, ce fonds offre une exposition large aux marchés asiatiques développés et émergents, toujours hors Japon, avec des frais de gestion compétitifs à 0,68 % par an. Incluant des géants comme Tencent, TSMC et Samsung, il couvre des secteurs clés comme la technologie et la finance, représentant environ 700 entreprises.

Avec un encours de 4,1 milliards USD, cet ETF est bien établi et liquide.

Une autre option pour le CTO est le Vanguard FTSE Developed Asia Pacific ex Japan UCITS ETF (code ISIN : IE00B9F5YL18, ticker : VAPX), qui se concentre sur les marchés développés asiatiques (Singapour, Hong Kong, Corée du Sud) avec des frais très bas à 0,15 % par an.

Ce fonds, avec un encours de 1,2 milliard USD, est une solution à moindre coût pour capturer la croissance des économies matures de la région.

Leur faible corrélation avec les marchés occidentaux, combinée à des frais raisonnables et une liquidité élevée, font de ces ETF des outils idéaux pour investir en bourse sur l'Asie sans avoir à analyser chaque entreprise individuellement.

QUESTIONS DES LECTEURS

— "Je voudrais savoir si le compte YUH rapporte ou s'il est simplement un moyen de mettre ses économies à l'abri des ponctions de l'État français." – Claude

Le compte Yuh, proposé par la néo-banque suisse (PostFinance et Swissquote), offre à la fois un rendement modeste et une option pour sécuriser ses économies hors de France.

Le compte d'épargne de base rémunère à 1 % (CHF) ou 0,75 % (EUR/USD), un taux faible et sans grand intérêt.

Mais Yuh se distingue par ses options d'investissement flexibles : actions, ETF, cryptomonnaies et portefeuilles thématiques, avec des frais de transaction de 0,5 % (minimum 1 CHF) et sans frais de garde.

Ces placements peuvent générer des rendements plus élevés (par exemple, 4-8 % annuels pour des ETF diversifiés, davantage pour des cryptos, mais avec des risques accrus), selon votre stratégie et les conditions de marché.

Pour un résident français, Yuh permet de diversifier vos avoirs dans une juridiction suisse stable, potentiellement à l'abri des ponctions fiscales françaises, mais tout compte ou gain doit être déclaré (formulaire 3916) pour éviter des sanctions, avec une imposition des revenus

(flat tax 30 % ou barème progressif).

En résumé, Yuh combine épargne sécurisée et investissement accessible, mais le rendement dépend de vos choix d'actifs et de votre tolérance au risque.

— "Faut-il choisir un PEA ou un compte-titres pour investir ?" – Thomas (Aquitaine)

En réalité, il ne s'agit pas de choisir entre un PEA et un compte-titres, mais de comprendre comment les deux peuvent se compléter.

Le PEA (Plan d'Épargne en Actions) est la meilleure enveloppe fiscale pour investir en bourse quand on est résident fiscal français.

Il permet d'acheter des actions ou des ETF éligibles (souvent européens, mais certains ETF monde le sont aussi), avec un avantage fiscal majeur : après 5 ans, les gains sont exonérés d'impôt sur le revenu, seuls les prélèvements sociaux (17,2 %) restent dus.

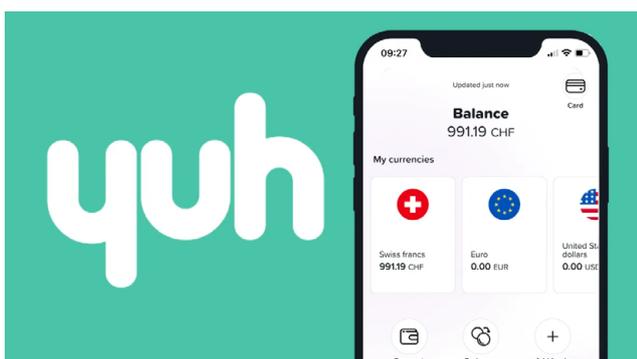
C'est donc l'outil à privilégier pour bâtir un portefeuille en actions quand on débute.

Son principal inconvénient est sa relative rigidité : plafond de 150 000 € (hors PEA-PME), moyens d'investir un peu plus limités, et clôture en cas de retrait avant 5 ans (sauf exceptions).

À l'inverse, le compte-titres ordinaire est beaucoup plus souple : vous pouvez y investir dans tous types d'actifs (actions monde entier, ETF non éligibles au PEA, obligations, produits structurés, voire cryptos via ETP), sans plafond ni contrainte.

Mais chaque gain est immédiatement soumis à la fiscalité (flat tax de 30 % ou barème progressif).

C'est donc un bon complément, surtout si vous cherchez à diversifier plus largement.



La vraie stratégie pertinente consiste à ouvrir les deux : commencer par alimenter le PEA autant que possible, et utiliser le compte-titres pour les actifs non éligibles.

Et surtout, il est très avantageux d'ouvrir un PEA le plus tôt possible, même sans l'utiliser, car le délai fiscal de 5 ans commence à courir dès l'ouverture. Il est même conseillé de faire ouvrir un PEA à vos proches (conjoint, enfants majeurs, parents) pour leur permettre de bénéficier de cette antériorité.

En résumé, le PEA est l'enveloppe à privilégier pour des raisons fiscales, mais le compte-titres reste indispensable pour compléter votre stratégie, notamment en le plaçant à l'étranger.

Mais rassurez-vous : tant que vous n'optez pas pour des actions administrées par l'Etat comme Orange ou Renault, une menace sur vos actions de PEA est juridiquement quasi nulle.

ANALYSE FORTUNE & FAMILLE

Un héritage, et une page à tourner



Claire a 72 ans.

Elle vit à Bordeaux, dans la maison familiale où elle a élevé ses deux enfants et partagé quarante ans de vie avec son mari, Jacques, décédé en 2023.

C'est lui qui s'occupait des finances. Claire n'avait pas besoin de s'en mêler : tout roulait.

Retraites bien préparées, enfants aidés, impôts

réglés à temps, et quelques placements gérés à la main, avec bon sens.

Mais depuis un an, le confort s'est transformé en inquiétude tranquille. Non pas parce qu'il manque d'argent, le couple a toujours été économe et a transmis ce réflexe.

Mais parce qu'aujourd'hui, Claire est seule, avec des comptes qu'elle ne comprend pas, des décisions à prendre, et une peur de "mal

faire" qui la paralyse.

Elle ne veut pas tout vendre, ni tout transmettre, ni tout convertir.

Elle veut comprendre ce qu'elle a, s'assurer que tout est à sa place, et que ses enfants n'hériteront pas d'un sac de nœuds.

État des lieux de leur patrimoine

Immobilier

- **Résidence principale** (Bordeaux Caudéran – 120 m² + jardin) : estimée à **620 000 €**
- **Aucun crédit en cours**
- **Aucun autre bien immobilier**

Placements financiers

- **Livrets A** : 18 400 € (environ 80 % du plafond)
- **LDDS** : 8 500 € (environ 70 % du plafond)
- **Comptes à terme + superlivrets bancaires** (x3 banques) : 76 000 €
- **Assurance-vie n°1** (ouverte en 2006, par le couple) : 150 000 €
- **Assurance-vie n°2** (reçue en totalité en 2023 après décès du mari) : 110 000 €
- **Compte-titres** (portefeuille d'actions françaises détenues par Jacques) : 42 500 €
- **Compte courant** : 17 600 €

Revenus & situation personnelle

- Pension nette mensuelle : 3 100 € (retraite personnelle + pension de réversion)
- Deux enfants adultes, autonomes
- Aucune dette
- Aucun projet de déménagement à ce stade, de dépendance ou de consommation exceptionnelle

Patrimoine financier hors résidence principale : environ 423 000 €

Sa demande : "je ne veux pas toucher à tout, mais je veux que tout soit en ordre pour transmettre un maximum à mes enfants"

Claire ne veut pas multiplier les rendez-vous ni ouvrir des produits qu'elle ne comprendra pas.

Ce qu'elle veut, c'est :

- savoir où est son argent,
- ne pas dépendre d'un conseiller qui change tous les deux ans,
- éviter que ses enfants aient à démêler un millefeuille de comptes
- et s'il est possible, mettre de côté dans une autre monnaie, "au cas où".

Proposition de stratégie patrimoniale

1. Organiser la transmission de la résidence principale par le démembrement de propriété

La résidence principale de Claire, située à Bordeaux et évaluée à environ 620 000 euros, constitue le cœur de son patrimoine. Pour préparer sa transmission tout en conservant le droit d'en profiter pleinement, il est conseillé d'opter pour un démembrement de propriété. Claire peut ainsi donner la nue-propriété de cette maison à ses deux enfants, tout en conservant l'usufruit, c'est-à-dire le droit d'habiter et de percevoir les revenus éventuels du bien.

Cette opération permet de réduire sensiblement la base taxable de la donation, puisque la nue-propriété représente généralement entre 30 et 40 % de la valeur totale à cet âge. En conséquence, la valeur imposable au titre des droits de donation diminue fortement, allégeant ainsi la charge fiscale pour ses enfants.

Ce dispositif permet également à Claire de garder la jouissance du bien jusqu'à son décès, sans que ses enfants puissent vendre ou disposer du logement sans son accord.

Ainsi, elle sécurise son cadre de vie tout en initiant la transmission progressive de son patrimoine immobilier. Il sera nécessaire de formaliser cette donation avec l'aide d'un notaire, qui pourra également accompagner Claire dans le calcul précis des droits de donation et dans le choix de la répartition entre ses deux enfants.

2. Simplifier et optimiser les contrats d'assurance-vie pour une transmission avantageuse

Claire possède deux contrats d'assurance-vie, chacun dépassant les 100 000 euros. Afin de faciliter leur gestion et optimiser la transmission, il est pertinent de répartir ses avoirs sur plusieurs contrats distincts, en limitant chaque contrat à un montant d'environ 100 000 euros. Cette démarche permet de bénéficier pleinement des abattements fiscaux attachés à chaque contrat, notamment l'exonération de droits de succession jusqu'à 152 500 euros par bénéficiaire pour les versements réalisés avant 70 ans.

À 72 ans, Claire ne peut plus profiter des abattements les plus avantageux pour les nouveaux versements, mais elle peut néanmoins utiliser ces contrats pour organiser clairement la transmission en désignant ses deux enfants comme bénéficiaires à parts égales. Pour sécuriser ce capital, elle peut également intégrer des clauses spécifiques dans la clause bénéficiaire, par exemple des conditions limitant le retrait des fonds avant un certain âge ou destinées à financer des projets précis. Cette organisation simple évite que ses enfants aient à gérer un grand nombre de contrats, tout en maximisant les avantages fiscaux.

3. Régulariser et alléger les liquidités via des donations en numéraire

Claire dispose d'importantes liquidités, réparties entre différents livrets et comptes à terme. Pour simplifier la gestion, il est conseillé de regrouper ces avoirs sur un nombre limité de comptes, ce qui facilitera leur suivi au quotidien. Par ailleurs, Claire peut engager des donations en numéraire à ses enfants, dans la limite de 100 000 euros par enfant tous les 15 ans, afin de profiter pleinement des abattements fiscaux et de réduire progressivement la valeur taxable de son patrimoine.

Ces donations en argent, simples à mettre en œuvre, permettront d'alléger la future succession

tout en donnant immédiatement un avantage financier à ses enfants. Il est également possible de prévoir certaines conditions dans ces donations, par exemple un blocage des fonds jusqu'à un âge donné, afin de protéger ce capital des risques de dilapidation. Ce type de donation doit être formalisé par acte notarié pour garantir sa validité et sa bonne prise en compte fiscale.

4. Diversification, organisation et accompagnement pour une gestion sereine

Enfin, pour répondre au souhait de Claire d'éviter une concentration excessive sur une seule monnaie, il est judicieux de diversifier légèrement son patrimoine en intégrant une poche d'épargne en devises étrangères. Une enveloppe modérée, placée soit dans un contrat d'assurance-vie dédié, soit sur un compte bancaire en devises, apportera une protection contre les fluctuations monétaires tout en restant simple à gérer.

Claire doit également veiller à organiser clairement son patrimoine sur le plan administratif. La rédaction d'un testament précis, la nomination explicite des bénéficiaires des contrats et la transmission d'informations essentielles à ses enfants sur ses avoirs faciliteront grandement la gestion future. Un rendez-vous avec un notaire s'avère indispensable pour formaliser les donations, sécuriser les clauses du testament et éventuellement mettre en place un mandat de protection future.

Claire n'a pas à "réinventer" son patrimoine, ni à se créer une nouvelle activité intense.

Mais elle a tout à gagner à le rendre lisible, fluide, prêt à traverser les années sans créer de tracasseries.

De vivre tranquille, garder le contrôle, et préparer un passage de témoin sans casse.



Cours de l'or : 3 369,54 USD / **+28,21 %** en 2025

Cours du Bitcoin : 103 861,76 / **+12,11 %** en 2025

Cours du CAC 40 : 7 589,66 / **+2,83 %** en 2025

Cours du S&P 500 : 5 973,90 / **+1,59 %** en 2025

Cours du STOXX Europe 600 : 5 233,58 / **+6,42 %** en 2025

L'ÉDITO DU MOIS

Il y a des régions du monde qui avancent sans bruit. Qui construisent, innovent, se réinventent, pendant que nous regardons ailleurs.

L'Asie de l'Est en fait partie.

Pas celle des clichés touristiques ou des crises ponctuelles, mais celle des entreprises qui montent, des monnaies qui résistent, des technologies de rupture et des classes moyennes qui émergent à grande vitesse.

Une région complexe, contrastée, mais de plus en plus incontournable pour qui réfléchit en décennie plutôt qu'en trimestre. Ce n'est pas une mode, ni un coup de poker.

C'est une région qu'on ne peut plus ignorer quand on cherche à diversifier, à transmettre, à protéger intelligemment ce que l'on a construit.

On ne vous dira pas d'y mettre tout votre patrimoine. Mais peut-être une ligne. Un peu de devises. Un ETF. Un fonds thématique.

Ou simplement du temps, pour comprendre comment cette partie du monde se structure et où elle va et se dire qu'on en profite avec l'un de ses placements.

Car parfois, s'intéresser à un nouveau territoire, c'est déjà s'en rapprocher. Et à terme, c'est souvent un bon placement.



**FORTUNE
& FAMILLE**

Revue mensuelle Numéro 14
Juin 2025

**Directeur de la publication
et rédacteur en chef :**
Adrien Picco et Nicolas Chalain

Adresse du siège social :
Panthéon Recherche
Avenue de Beaumont 20,
1700 Fribourg, Suisse

Dépôt légal : Mai 2025

Registre journalier :
CHE-134.341.244

Abonnement : 19 € par mois
avec votre accompagnement mensuel

Pour toute question concernant votre
abonnement, contactez notre service
client au +33 9 80 80 32 51

N° ISSN (imprimé) : 2813-9925

N° ISSN (en ligne) : 2813-9933

Achévé d'imprimer sur les presses de
Corlet Imprimeur
Z.I Maximilien Vox
14110 Condé-Sur-Noireau

Mis en page par L'Aigrette
www.icilaigrette.com

Crédits

Adobe Stock
Shutterstock
Statista

Freepik : juriimotov, upklyak & smashicons
Unsplash : Louis Droege

Avis aux lecteurs : Les informations
sont données à titre informatif et
ne représentent pas une obligation
d'investissements ni une offre ou
sollicitation d'acquiescer ou de vendre
des produits ou services financiers.
Elles ne constituent pas un conseil en
investissement.

ADRIEN PICCO

Juriste de formation et **analyste
marchés certifié auprès de
l'AMF**, je vous aide à identifier
les bons placements pour
développer votre patrimoine
familial.



NICOLAS LEROUX-CHALAIN

Expert anti-crise chez Panthéon
Recherche depuis 2021 et
co-rédacteur du courrier des
Familles prospères, je vous
aide à construire des stratégies
d'investissements résilientes pour
résister aux chocs financiers.

